

# Manifeste sur l'IA

Candidature pour rejoindre **HORIZONS** et gagner le débat français et européen sur l'IA



## Théo Gachet

Originaire d'un petit village de l'Est de la France, mon parcours s'est construit autour de l'exigence scientifique et de la culture de l'effort. Ingénieur/chercheur double diplômé, major de Polytechnique Montréal et des Mines de Saint-Étienne en IA et finance, j'ai développé mon expertise au sein d'institutions stratégiques telles que le CNRS, le Mila, l'Agence Spatiale Européenne, le Ministère des Armées et la CDPQ. Ces expériences m'ont permis d'observer au plus près les transformations technologiques qui redessinent déjà les rapports de puissance entre États, entreprises et sociétés.

Initiée à la suite d'un échange avec Jean-Pierre Raffarin et Jean-François Copé à Montréal, cette candidature traduit mon refus d'une expatriation de confort. Mon retour en France à l'automne 2026 pour m'engager au sein d'Horizons répond à un impératif civique : mettre au service de la Nation les compétences qu'elle m'a permis d'acquérir, contribuer aux grandes transitions stratégiques du pays, et soutenir le projet porté par Édouard Philippe.

L'intelligence artificielle n'est pas une innovation parmi d'autres. Son développement exponentiel transforme déjà l'économie, la défense, la recherche et les équilibres géopolitiques mondiaux. Certains experts l'analysent à travers les concepts de la dissuasion nucléaire, d'autres alertent sur les risques associés aux systèmes les plus avancés. Au-delà de ces rapports de puissance, l'IA pose une question fondamentale : que signifie être humain dans un monde où des machines peuvent créer, raisonner et décider ? Le 15 mai 2026, le pape Léon XIV y répondait dans une encyclique publiée 135 ans jour pour jour après *Rerum Novarum* de Léon XIII, qui affrontait déjà, à sa manière, les bouleversements d'une révolution industrielle.

J'ai rédigé ce document comme une note d'intention répertoriant une première série de constats et de leviers d'action possibles. En exposant ma grille de lecture des mutations en cours, je cherche à initier un dialogue concret, susciter le débat sur ces enjeux critiques et poser les jalons d'un travail collaboratif approfondi pour structurer le volet technologique et social du projet d'Édouard Philippe.

# Souveraineté numérique

## L'analogie centrale

Le fondateur de Mistral, Arthur Mensch, l'a formulé clairement : l'électricité est une matière brute qu'on doit transformer en intelligence. La valeur ajoutée est de 10 % pour celui qui vend l'électricité, 90 % pour celui qui vend l'intelligence. Si la France et l'Europe se contentent de produire et d'exporter de l'énergie pendant que les États-Unis et la Chine la transforment en modèles d'IA qu'ils nous revendent ensuite, nous aurons reproduit exactement le schéma colonial du pétrole, sauf que nous serons la périphérie, pas le centre.

## La preuve par juin 2026

Deux événements récents illustrent cette dépendance opérationnelle. Apple vient de reporter le déploiement de Siri AI en Europe en raison du *Digital Markets Act*. Dans le même temps, Anthropic a restreint l'accès à ses modèles les plus avancés hors des États-Unis sous pression de Washington. L'accès à l'IA devient ainsi un levier de souveraineté : une décision unilatérale peut désormais priver l'Europe d'outils stratégiques, sans préavis ni recours. Il ne s'agit pas encore d'une rupture, mais d'un risque géopolitique majeur.

## Les chiffres du décrochage

Les barrières internes à l'Europe sont aujourd'hui plus importantes que ses barrières douanières extérieures (rapport Draghi, 2024). Sans marché unique numérique opérationnel, nous finançons notre propre marginalisation.

- 90 % du contenu consulté en ligne est sélectionné par un algorithme américain/chinois
- Salaire d'un ingénieur junior : 50 000 € en France contre 100 000 \$ aux États-Unis
- 25 % des startups françaises levant +100 M€ quittent le territoire français
- Écart de PIB Europe/États-Unis : creusé de 15 % à 30 % en vingt ans

### Propositions

#### 1 Infrastructure cloud souveraine (Eurocloud)

Infrastructure cloud basée sur l'interopérabilité européenne. Capitaliser sur l'avantage nucléaire français pour alimenter les datacenters en énergie décarbonée compétitive.

#### 2 Alternative européenne aux constellations privées

La guerre en Ukraine l'a démontré : dépendre d'une constellation privée américaine est une vulnérabilité militaire directe. Accélérer Govsatcom est une priorité de défense, pas un projet technocratique.

#### 3 Soutenir les acteurs européens de l'IA

Garantir un marché protecteur et fournir des capitaux patients au-delà de 100 M€. Déploiement de trois instruments : création d'un fonds européen de capital-risque, exonérations fiscales pour les jeunes ingénieurs spécialisés et intégration de commandes publiques directes.

# Données et infrastructure : l'or noir sous-exploité

## Un avantage stratégique français unique

Grâce à son système d'Assurance maladie centralisé, la France dispose d'une base de données de santé sans équivalent mondial. Pendant le Covid, la France a mieux compté ses morts que tous ses voisins, précisément parce que ses systèmes d'information sont homogènes et centralisés. C'est un actif d'une valeur considérable pour entraîner des modèles d'IA médicale, à condition de savoir l'exploiter.

## Le paradoxe français

Dans la majorité des CHU, il n'existe pas de chemin prédéterminé pour partager des données avec un chercheur. Les services de transfert de technologie hospitaliers réclament parfois des tarifs quarante fois supérieurs au marché, par simple méconnaissance des enjeux économiques. Aux États-Unis, l'approche est pragmatique : données contre parts dans les entreprises, publications, licences.

## Le RGPD comme avantage concurrentiel

Souvent présenté comme un frein, le RGPD est aussi le seul cadre au monde garantissant aux citoyens européens une maîtrise réelle de leurs données. Depuis l'élection de Trump, plusieurs bases de données publiques américaines ont été fermées ou privatisées, ce qui démontre la valeur stratégique d'un système centralisé et protégé.

## L'IA médicale comme outil d'équité

L'automatisation des pré diagnostics par IA pour les patients autonomes libère du temps médical, recentrant l'expertise des praticiens sur les cas exigeant une interaction humaine. Notre système centralisé est optimal pour déployer ce tri et pallier les déserts médicaux.

### Propositions

#### 4 Débloquer l'accès aux données pour la recherche

Supprimer l'autorisation préalable de la CNIL pour les chercheurs accrédités. Créer un chemin standardisé dans chaque CHU. Former les acteurs hospitaliers aux enjeux économiques des négociations, pas seulement aux enjeux juridiques.

#### 5 Le Health Data Hub comme infrastructure nationale

Consolider les données de l'Assurance maladie en une base structurée, accessible sur projet à des acteurs publics et privés sous conditions strictes. Capitaliser sur cet avantage compétitif mondial plutôt que de le laisser dormir.

#### 6 Déployer l'IA médicale dans les déserts médicaux

Financer le déploiement d'outils de diagnostic assisté par IA dans les zones sous-dotées. Faire de la France un leader mondial de l'IA en santé en s'appuyant sur l'avantage structurel de son système centralisé, et répondre concrètement à la crise d'accès aux soins.

# Économie, compétitivité et ingénieurs

## Le diagnostic

Les entreprises les plus innovantes en Europe sont les mêmes qu'il y a 25 ans, un quart des startups françaises levant plus de 100 M€ quittent le territoire, et seuls 5 % des crédits européens innovants vont aux startups. Ce ne sont pas des statistiques : ce sont les symptômes d'un système qui ne crée plus les conditions de la destruction créatrice de Schumpeter. L'IA pourrait générer 13 000 milliards de dollars et 78 millions d'emplois d'ici 2030, la question est de savoir si l'Europe en captera une part ou regardera passer le train.

## Poursuivre la politique de l'offre

La réponse ne consiste ni à augmenter les impôts ni à subventionner l'échec, mais à produire davantage. Avant de redistribuer les richesses, il faut les créer. La politique de l'offre menée entre 2017 et 2020 a permis de réduire le chômage, de diminuer le déficit et de stimuler l'investissement. Elle doit être prolongée et approfondie, en intégrant pleinement la transformation technologique que ces années n'avaient pas encore à cette échelle.

Dans une économie caractérisée par la libre circulation des capitaux, la fiscalité patrimoniale ciblée s'avère contre-productive. L'ISF rapportait environ cinq milliards d'euros par an, mais ses effets d'exil fiscal entraînaient un coût économique supérieur. C'est la raison pour laquelle l'ensemble des pays l'ayant adopté l'ont progressivement abandonné.

## La contre intuition sur les ingénieurs

La France forme 40 000 ingénieurs par an. BYD en emploie 130 000. La Chine en produit 2 millions. Loin de supprimer le besoin d'ingénieurs, l'IA le rend plus urgent : maintenance industrielle, conception de systèmes, entretien d'avions. Tout cela exige des humains capables de comprendre ce que les machines font et ce qu'elles ne peuvent pas faire.

### Propositions

#### 7 Doubler la formation d'ingénieurs (+100 000/an)

Réforme des capacités d'accueil des écoles, valorisation des filières scientifiques, bourses d'honneur automatiques pour les meilleurs étudiants en sciences, avec un effort particulier pour attirer les femmes, sous-représentées sans raison (meilleures en moyenne que les hommes en mathématiques).

#### 8 Épargne pour l'innovation et le 28e régime européen

Orienter l'épargne des Français vers les filières technologiques stratégiques (sur le modèle du PEA). Créer le 28e régime européen pour permettre aux startups de s'inscrire dans un droit harmonisé et d'éviter la fuite vers les États-Unis au-delà de 100 M€.

#### 9 Équivalent français et européen de la DARPA

Financer par commandes publiques ciblées les laboratoires et startups travaillant sur les technologies critiques : IA, quantique, énergie, défense. L'État comme premier client, pas comme actionnaire passif. Politique d'immigration choisie pour retenir les talents étrangers formés en France.

# Travail, retraites et protection sociale

## L'analogie historique

La substitution de la machine à l'homme n'est pas inédite. Elle a touché l'agriculture avec la mécanisation, puis l'industrie avec le travail à la chaîne. Mais pour la première fois, elle touche les cols blancs, les travailleurs intellectuels. Traducteurs, correcteurs, assistants juridiques, développeurs juniors : ces destructions sont déjà accomplies. Le col blanc trouve ça plus choquant que lorsque cette révolution touchait le col bleu et menaçait son emploi. La dynamique est pourtant identique.

## La vraie question est distributive

Les entreprises qui adoptent l'IA créent en moyenne plus d'emplois qu'elles n'en détruisent. Mais qui bénéficiera des créations et qui absorbera les destructions ? Les femmes en secrétariat ou comptabilité, les seniors peu formés au numérique, les travailleurs peu diplômés : comme toujours, les plus modestes paieront en premier.

## Le problème structurel que personne n'intègre

Il y a une dimension nouvelle, structurelle, que le débat public néglige presque entièrement : l'IA va transformer la notion même de salariat dans un très grand nombre de métiers d'ici cinq à dix ans. Or notre système de protection sociale (retraites, assurance-maladie, chômage) est financé essentiellement par des cotisations sur les salaires. Continuer à raisonner sur ce modèle sans intégrer la transformation de l'assiette, c'est construire le financement de demain sur les fondations d'un monde qui disparaît.

### Propositions

#### 10 Capitalisation obligatoire universelle

Développer un mécanisme d'épargne retraite complémentaire pour tous, sur le modèle des fonds nordiques. L'appréciation du capital croît structurellement plus vite que la productivité du travail. Les jeunes de moins de 40 ans épargnent déjà individuellement sans cadre collectif : leur en donner un, c'est les respecter.

#### 11 Réforme de l'assiette de financement social

Élargissement progressif des cotisations au-delà des seuls salaires, vers la valeur créée par les systèmes automatisés. Ce n'est pas une taxe sur les robots : c'est une adaptation structurelle de la solidarité nationale à la réalité économique de demain.

#### 12 Formation continue aux compétences IA

Droit effectif à la montée en compétence, négocié par branche, financé par un mécanisme paritaire renouvelé. Encadrement des décisions algorithmiques de RH (recrutement, licenciement) par un audit cyclique et un recours humain obligatoire. L'humain comme orchestrateur de l'algorithme, pas comme sa victime.

# Éducation : former des esprits, pas des exécutants

## Fondations éducatives et adaptation pédagogique

Une bonne armée, ce n'est pas une armée où il n'y a que des troupes d'élite. C'est une armée complète, où chaque soldat devient meilleur. Le problème de l'éducation française n'est pas qu'elle forme mal les meilleurs, c'est qu'elle gère une moyenne au lieu de faire progresser chaque élève. La maîtresse de CP qui divise sa classe en groupes de niveau ne fait pas de l'élitisme. Elle fait de la pédagogie.

## L'IA comme levier pédagogique

L'intelligence artificielle constitue un levier pédagogique majeur pour la personnalisation de l'apprentissage et l'élaboration de tableaux de bord enseignants. Toutefois, l'intégration de cet outil ne doit pas se substituer à l'acquisition du raisonnement analytique, au risque de former des utilisateurs incapables d'évaluer les résultats algorithmiques. Pour contrecarrer la défiance technologique sociétale, l'informatique doit devenir un enseignement structurant dès le primaire. Une élévation générale de la culture scientifique est impérative pour garantir une maîtrise critique de la technologie.

## Excellence scientifique et restructuration de l'appareil de l'État

La souveraineté technologique impose une massification de l'excellence scientifique, exigeant de doubler ou tripler le vivier actuel de quarante mille ingénieurs annuels. Cet objectif nécessite une politique d'inclusion proactive, notamment par l'attribution de bourses pour inciter les étudiantes à intégrer les filières scientifiques. En parallèle, une restructuration de l'appareil d'État est requise. La formation des hauts fonctionnaires, juristes et médecins aux principes de l'IA permettra de rééquilibrer une administration dominée par des profils juridico-financiers et d'assurer une gouvernance éclairée.

### Propositions

#### 13 Autonomie réelle des établissements

L'État définit les objectifs et mesure les résultats ; les établissements organisent librement rythmes, groupes, pédagogie. Il faut supprimer la fausse confiance à la française : on ne peut pas dire qu'on fait confiance et imposer simultanément cinquante normes pour expliquer comment.

#### 14 Informatique structurante dès le primaire

Le Royaume-Uni l'a fait en 2014. Comprendre un algorithme, distinguer une source fiable d'une fake news, maîtriser les bases de la logique computationnelle : c'est de la culture générale du XXI<sup>e</sup> siècle, pas une option pour quelques élèves doués.

#### 15 IA pédagogique comme service public universel

Déployer des outils d'IA personnalisée dans tous les établissements publics pour libérer les enseignants de la gestion de la moyenne et leur permettre de se consacrer à ce que seul un humain peut faire : motiver, éveiller, incarner l'exigence.

# Réforme de l'État et modernisation agile

## Rompre avec la complexité bureaucratique

La France fait face à une dépendance structurelle à la dépense publique et à une accumulation réglementaire qui freine l'initiative économique. Afin de regagner en efficacité, une réorganisation stratégique s'impose pour recentrer l'action étatique sur ses missions essentielles et alléger la pression pesant sur l'écosystème entrepreneurial. Chaque norme, prise isolément, est défendable. Mais leur accumulation produit une France où construire, entreprendre et innover devient structurellement plus difficile qu'ailleurs.

## Privilégier l'exception dérogatoire

Face à l'inertie administrative, la suspension temporaire des normes secondaires constitue une approche pragmatique. L'efficacité opérationnelle démontrée lors de la reconstruction de Notre-Dame ou de la livraison des infrastructures olympiques valide la pertinence des lois dérogatoires ciblées. L'État français a montré qu'il est capable d'efficacité remarquable quand on le libère du carcan normatif. Cette méthode permettrait de créer des espaces d'agilité pour faciliter l'exécution de projets complexes, d'évaluer concrètement les résultats, puis de transiter vers des structures de gestion plus restreintes et optimisées.

## Consolider la politique de l'offre

La création de valeur demeure un préalable indispensable à sa redistribution. Le maintien d'une politique de l'offre constitue un levier fondamental pour favoriser la réindustrialisation et stimuler l'emploi, dans la continuité des indicateurs macroéconomiques observés entre 2017 et 2022. Dans une économie régie par la mobilité des capitaux, les mesures de taxation ciblées sur le patrimoine se révèlent souvent contre-productives, risquant de fragiliser l'attractivité financière et de provoquer une fuite des investissements.

### Propositions

#### 16 Mécanisme de gel normatif sectoriel

Sur le modèle des lois JO et Notre-Dame, autoriser le gouvernement à suspendre pour une durée définie (cinq ans, renouvelable après évaluation) les normes accessoires sur des secteurs ciblés (santé, construction, énergie, numérique). Pas une suppression, mais une mise en veille temporaire, suivie d'une évaluation factuelle.

#### 17 Feuille de route nationale IA dans le service public

Pilotée au niveau interministériel, avec des objectifs mesurables par administration, une obligation de formation des agents, et une règle simple : toute solution déployée dans l'administration doit être soit souveraine, soit interopérable avec une alternative souveraine identifiée.

#### 18 Contact humain garanti pour les 15 % exclus du numérique

15,4 % de la population française est en situation d'exclusion numérique. L'IA ne doit pas créer une administration à deux vitesses. Garantir un interlocuteur humain alternatif pour toutes les procédures numérisées n'est pas un luxe : c'est une condition démocratique élémentaire.

# Éthique, démocratie et libertés : rester politiques

## Les biais ne sont pas des bugs

La vision du monde encodée dans les IA dépend directement des données sur lesquelles elles ont été entraînées, dont 90 % proviennent des États-Unis. Les biais algorithmiques ne sont pas des bugs : ils sont le reflet statistique des inégalités du monde réel, amplifiées et légitimées par l'apparence d'objectivité de la machine.

## Transparence et auditabilité

L'IA écrit des rapports administratifs, participe à des campagnes électorales, évalue des dossiers de justice. Ces décisions doivent être transparentes, auditables et contestables. Non pas par principe libéral abstrait, mais parce que la démocratie exige que le pouvoir soit visible et responsable. Quand un algorithme refuse un prêt, un logement social ou une demande d'asile, qui répond de ce refus ?

## Le “Brussels effect” comme levier

La régulation européenne (AI Act 2024, RGPD, DMA, DSA) est le seul cadre législatif unifié au monde sur ces questions. C'est un atout, pas un handicap, à condition de l'utiliser intelligemment. Le *Brussels effect* (la capacité de l'UE à imposer ses standards par la masse de son marché) est l'un des rares leviers de puissance que l'Europe possède encore face aux plateformes américaines. Il faut s'en servir avec fermeté politique, pas le diluer par timidité ou sous pression lobbying.

### Propositions

#### 19 Transparence et auditabilité des algorithmes publics

Tout algorithme d'aide à la décision dans les services publics doit être explicable, auditable par des tiers indépendants, et contestable par les personnes concernées. Parcoursup en est un exemple imparfait mais indicatif de la direction. Il en va de même pour l'attribution de logements sociaux et le *scoring* social.

#### 20 Formation à la culture de l'IA dans les grandes écoles

Aucun décideur public ne devrait confier des décisions stratégiques à des systèmes qu'il ne comprend pas. Une culture de base en IA (ce qu'un modèle peut faire, ce qu'il ne peut pas faire, comment il se trompe) doit être intégrée dans tous les cursus de formation des élites publiques.

#### 21 Obligation de marquage des contenus génératifs

Tout contenu produit ou modifié par une IA dans un cadre public, commercial ou électoral doit être identifié comme tel. Ce n'est pas de la censure : c'est de la traçabilité démocratique. Dans un contexte où des campagnes électorales utilisent déjà des *deepfakes* et des avatars IA, cette mesure n'est pas préventive, elle est urgente.